



RÉGION  
**LÉZIGNANAISE**  
**CORBIÈRES**  
**MINERVOIS**  
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES

# COMMISSION D'ÉVALUATION DES CHARGES TRANSFÉRÉES

**2023**

**CLECT du 07/12/2023**

**Annexe 7- transfert des ZAE**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20231208-2023-162-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 15/12/2023

Publication : 15/12/2023

Pour le maire



## SOMMAIRE

<b>TITRE I. RAPPELS METHODOLOGIQUES .....</b>	<b>3</b>
1.Rôle de la commission d'évaluation des charges transférées ( CLECT).....	3
2.Fonctionnement de la CLECT.....	4
3.Modalités de calcul de l'attribution de compensation (AC) lors de chaque nouveau transfert.....	5
3-1 Les charges de fonctionnement non liées à un équipement	
3-2 Les dépenses liées à un équipement	
3-3 Validation des évaluations des transferts de charge	
<b>TITRE II. LES ZONES D'ACTIVITES ECONOMIQUES.....</b>	<b>8</b>
1.Contexte du transfert.....	8
2.Eléments physiques transférés.....	9
2-1 bande de roulement, accotements, trottoirs et trottoirs-mixtes piétons-cycles	
2-2-l'éclairage public	
2-3- les réseaux d'eau potable et d'assainissement	
2-4- la défense extérieure contre les incendies ( DECI)	
2-5 la gestion des eaux pluviales urbaines ( GEPU)	
2-6 signalisation horizontale et vertical	
2-7 signalisation d'information locale ( SIL)	
2-8 les espaces verts	
2-9 la propreté des voiries	
2-10 mobilier urbain lié à la propreté de l'espace public	
2-11 mobilier urbain lié à la sécurité ou aux déplacements	
2-12 la vidéo-surveillance	
3.Relevés topographiques des ZAE transférées et régularisations foncières....	19
3-1 plans topographiques des zones transférées	
3-2 régularisations foncières préalables au transfert	
3-3 établissement des procès-verbaux de mise à disposition	
<b>TITRE III. LE CALCUL DE LA CHARGE TRANSFÉRÉE.....</b>	<b>22</b>
1.Réalisation d'un diagnostic complet des ZAE par le bureau d'études GAXIEU	
2.Discussions contradictoires et validation des ratios au m2 par un groupe d'experts.....	23
3.Détermination de la charge transférée.....	23
3-1 Concernant la commune de Lézignan-Corbières	
3-2 Concernant la commune d'Ornaisons	
3-3 Concernant la commune de Canet d'Aude	
<b>TITRE IV. ANNEXES .....</b>	<b>30</b>



# I. RAPPELS METHODOLOGIQUES

La Commission Locale d'Evaluation des Charges transférées (CLECT) est une commission obligatoire et permanente dans les Etablissements Publics de Coopération Intercommunales (EPCI) faisant application du régime de la fiscalité Professionnelle Unique (FPU).

Son mode de fonctionnement et ses missions sont définis par l'article. 1609 nonies C du Code Général des Impôts.

## **1. Rôle de la commission locale d'évaluation des charges transférées ( CLECT)**

La CLECT a pour rôle de préparer l'évaluation des charges et des recettes liées aux compétences transférées à la Communauté de Communes de la Région Léznanaise, Corbières et Minervois. La finalité de cette évaluation est de déterminer, in fine, pour chacune des communes le montant de son attribution de compensation ( AC).

**Le mécanisme de l'Attribution de Compensation ( AC) créé par la loi n°92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République a pour objectif d'assurer la neutralité des transferts aussi bien pour les communes que pour l'Etablissement Public de Coopération intercommunale ( EPCI) qui opte pour le régime la fiscalité professionnelle unique ( FPU). Ce principe s'applique obligatoirement lors de la création de l'EPCI ou lors de tout transfert de compétences.**

Schématiquement, lorsqu'un EPCI a adopté le régime de la FPU, il se substitue aux communes pour la perception de :

- l'intégralité de la cotisation foncière des entreprises (CFE) ;
- la totalité de la part de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) revenant au bloc communal ;
- la totalité des fractions d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) revenant au bloc communal;
- l'intégralité de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) ;
- la taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés non-bâties (TATFPNB) ;
- des taux additionnels à la taxe d'habitation et aux taxes foncières.

**De ces ressources sont déduites les charges transférées (CT), le différentiel étant :**

- soit reversé à la commune ( si recettes captées par l'EPCI > CT),**
- soit encaissé auprès de la commune ( si recettes captées par l'EPCI < CT)**

En 2013, année de fusion de la CCRLCM qui est passée de 20 à 52 communes, les missions de la CLECT ont été particulières : il s'agissait de déterminer le montant des AC de l'ensemble des communes de la CCRLCM, selon les règles antérieurement établies pour les communes de la CCRL, pour lesquelles le régime de la fiscalité professionnelle unique était déjà adopté.

Pour les 20 communes historiques, les attributions de compensation ont donc été établies depuis 2003 sur la base du calcul légal de l'époque. Ainsi la formule qui leur est applicable dans le cadre du calcul de l'attribution de compensation est la suivante :

**AC 2023 = (TP 2002 + compensation part salaires 2002 + part de TP sivome 2002 + produit TP permis construire délivrés avant le 31/12/2002 ) + ( neutralisation impacts fiscaux de la fusion sur imposition ménages 2013) – charges nettes transférées 2023 (fonctionnement + investissement)**

Pour les autres communes de la CCRLCM, qui n'appartenaient pas à un EPCI en FPU, la formule de calcul est désormais la suivante :

**AC 2023 = CFE 2012 + autres ressources de remplacement de la TP 2012 (CVAE, IFR, TASCOM, TAFNB) + compensations part salaire 2012 , TH et CFE – ( neutralisation impacts fiscaux de la fusion sur imposition ménages 2013\*) – charges nettes transférées pour 2023 (fonctionnement + investissement)**

\* sauf Homps et Moux qui à l'inverse reçoivent un produit de neutralisation.

\*sauf Roquecourbe et St Couat dont les AC sont égales à celles de 2016 telle que définies par la communauté de communes d'origine ( CPPA ).

## **2. Fonctionnement de la CLECT**

Article 1609 nonies C :

« La Commission est composée de membres des conseils municipaux des communes concernées ; chaque conseil dispose d'au moins un représentant ».

En regard de l'article L2123-33 du Code Général des Collectivités Territoriales ( CGCT ) Les membres de la CLECT doivent nécessairement être des conseillers municipaux désignés par chacune des communes.

En 2020, par délibération n°106/20, le Conseil Communautaire de la CCRLCM a défini la composition de la commission comme suit :

\* Toutes les communes hors Lézignan Corbières : 1 représentant,

\* Commune de Lézignan Corbières : 3 représentants.

La CLECT a donc été élargie à **56 membres** au total.

La commission élit son Président et au moins un Vice-président.

Le Président :

- ▶ convoque la commission,
- ▶ détermine l'ordre du jour,
- ▶ préside les séances.

En cas d'absence ou d'empêchement, il est remplacé par un Vice-président.

« La commission peut faire appel pour l'exercice de ses missions à des experts ».

Le rapport de la CLECT a pour finalité de retracer le montant des charges transférées par les communes à l'EPCI. Il a pour objet d'éclairer la décision du conseil communautaire lors de la fixation ou de la révision du montant de l'AC.

La CLECT a toute latitude pour étendre son champ d'investigation et produire tout élément d'information en complément de ceux qui sont expressément mentionnés au IV de l'article 1609 nonies C du CGI.

### **3. Présentation des modalités de calcul de l'attribution de compensation (AC) lors de chaque nouveau transfert**

A partir du moment où une compétence a été transférée des communes vers un établissement public de coopération intercommunale, seul le groupement peut intervenir dans le champ de cette compétence en vertu du principe d'exclusivité. Les communes ne peuvent plus exercer les attributions ainsi transférées.

Ce n'est qu'une fois définis clairement les compétences transférées et l'intérêt communautaire dans les cas où cela est requis, que les transferts de charges peuvent être évalués.

L'évaluation des charges transférées devra se faire de la manière la plus précise qui soit, sur la base du principe de neutralité budgétaire. L'objectif est que chacune des collectivités (EPCI et communes membres) conservent leurs marges de manœuvre.

Toute la difficulté du travail d'évaluation réside dans la capacité de concilier l'intérêt à long terme du groupement et les préoccupations budgétaires des communes membres. En effet, l'AC engage l'établissement public de coopération intercommunale sur le long terme. Dès lors, toute sous-estimation ou minoration artificielle du montant des charges transférées risquera d'affaiblir durablement les capacités financières de la communauté.

Pour évaluer les charges transférées, deux types de charges sont distingués :

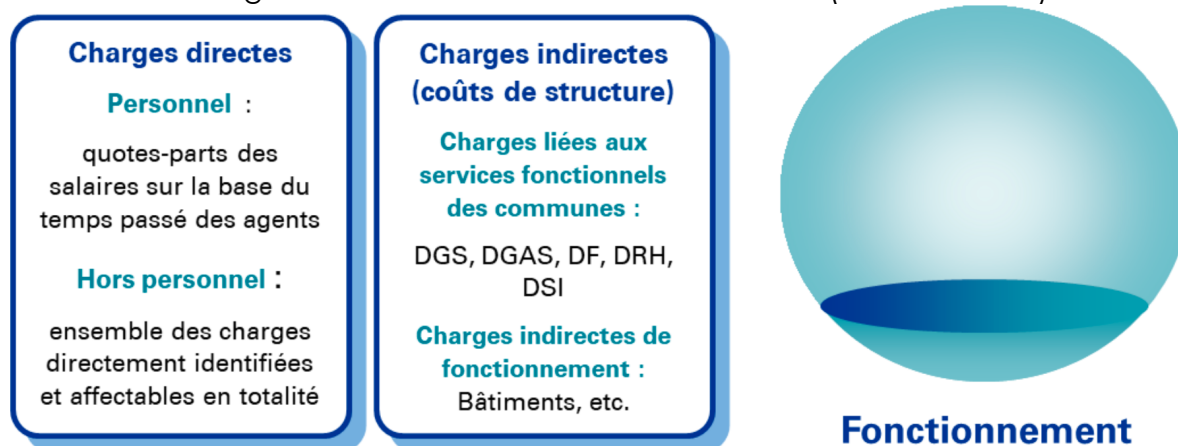
#### **3-1 Les charges de fonctionnement non liées à un équipement**

Elles s'apprécient par rapport à **leur coût réel dans le budget communal de l'exercice précédant le transfert** de compétences, ou d'après leur coût réel dans les derniers comptes administratifs précédant le transfert.

La période de référence de trois ans a été supprimée pour apporter plus de souplesse. On peut ainsi retenir soit le dernier budget (dernier compte administratif clôturé), soit une moyenne des derniers comptes administratifs (référence à fixer par la CLECT).

Le coût net est obtenu en retranchant, le cas échéant, le montant des ressources transférées affectées à ces charges.

Ces coûts sont réglementairement déterminé comme suit ( source KPMG) :



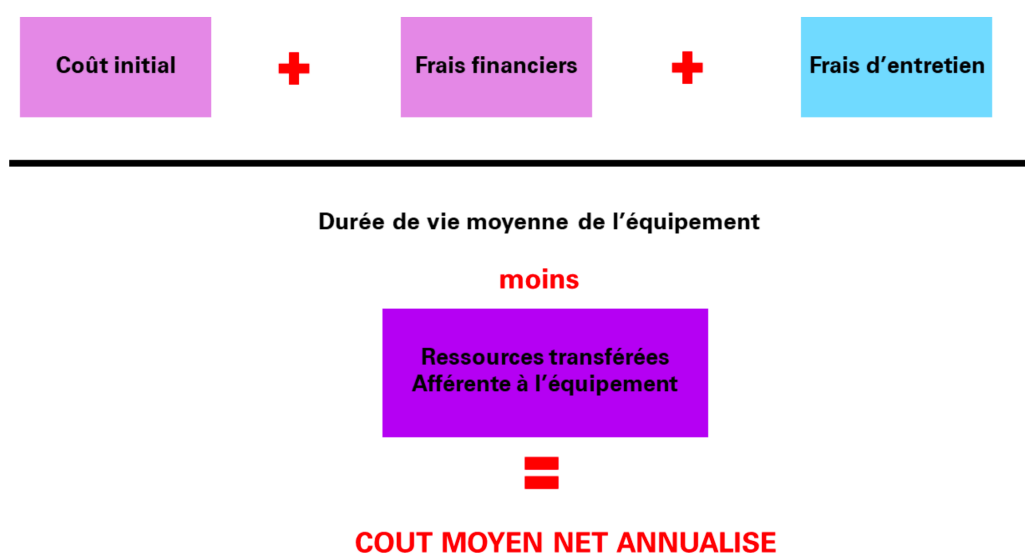
### **3-2 Les dépenses liées à un équipement**

Aux termes du CGI, les dépenses liées à un équipement sont calculées sur la base d'un **coût moyen annualisé de l'ensemble des dépenses afférentes au bien pendant toute la durée de sa vie**. Ces dépenses sont le coût initial de l'équipement, les frais financiers ainsi que les dépenses d'entretien.

La modalité de calcul est synthétisée comme suit ( source KPMG ) :

#### Le cas des charges liées à un équipement

*Article 1609 nonies C CGI*



4

**A titre dérogatoire**, le coût initial et les frais d'entretien peuvent être établis à partir d'un ratio au m2 ( source banque des territoires ).



Lorsqu'un équipement communal ayant vocation à être transféré à un EPCI a déjà été amorti en intégralité, le juge administratif considère qu'en application du IV de l'article 1609 nonies C du code général des impôts, un coût moyen annualisé d'investissement de cet équipement doit néanmoins être calculé.



En cas d'absence de données concernant le coût de construction ou d'acquisition de l'équipement, la CLECT peut retenir son coût de renouvellement, en se fondant sur un ratio de reconstruction exprimé en € / mètre carré, déterminé à partir d'autres équipements proches et suffisamment représentatifs.

*TA Châlons-en-Champagne, 29 janvier 2019, commune de Joinville, n°1700973  
CAA Nancy, 8 décembre 2020, commune de Joinville, n°19NC00908*

### **3-3 Validation des évaluations des transferts de charges**

Une fois l'évaluation effectuée, celle-ci doit faire l'objet d'un accord à la majorité qualifiée des conseils municipaux dans les conditions fixées au premier alinéa du II de l'article L. 5211-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cet accord doit être exprimé à la majorité qualifiée c'est-à-dire par deux tiers au moins des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale des communes membres ou bien par la moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population (alinéa 7 du IV de l'article 1609 nonies C du CGI).

Ces délibérations doivent être prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au conseil municipal par le président de la CLECT.

NB : le rapport de la CLECT doit être approuvé par les seules communes membres de l'EPCI. L'adoption de ce rapport par l'organe délibérant de l'EPCI n'a aucune conséquence sur la procédure d'évaluation des charges transférées (alinéa 7 du IV de l'article 1609 nonies C du CGI).

## II.LES ZONES D'ACTIVITE ECONOMIQUES

### 1.Contexte du transfert

Le transfert des ZAE concerne trois communes : Lézignan-Corbières, Canet d'Aude et Ornaisons.

Les statuts de la CCRLCM en matière de développement économique sont les suivants :

« actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT ; création, aménagement, entretien et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire et aéroportuaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme »

Cette compétence est parfaitement conforme aux dispositions du 2° du I. de l'article L. 5214-16 du CGCT qui détermine les compétences obligatoires des communautés de communes.

Ainsi, depuis la loi NOTRE, la CCRLCM est compétente pour l'ensemble des actions de développement économique et pour l'ensemble des zones d'activités économiques. La notion d'intérêt communautaire a disparu pour ces deux compétences. Seule la politique locale du commerce et le soutien aux activités commerciales restent soumises à la définition d'un intérêt communautaire.

Par délibérations n°s 2022-142 et 2022-143 du 28/12/2022, la CCRLCM a délibéré sur :

- la validation des critères d'identification des ZAE communales à transférer (délibération n° 2022-142)
- la liste des ZAE communales qui en découle (délibération n° 2022-142),
- les conditions patrimoniales de ce transfert conformément à l'article L. 1321-1 du CGCT compte tenu que ces zones sont toutes terminées (délibération n° 2022-143).

La liste des ZAE à transférer est la suivante :

COMMUNE	Nom de la ZAE
LEZIGNAN-CORBIERES	ZAE-RD6113
	ZAE PLAINE DE CONILHAC CORBIERES
	ZAE DES CORBIERES
CANET D'AUDE	ZAE DE CANET
ORNAISONS	ZAE ORNAISONS N°1
	ZAE ORNAISONS N°2 LA GRAVETTE



## **2. Étendue du transfert de la compétence concernant les ZAE transférées**

En matière de ZAE, contrairement à l'appréciation qui prévalait par le passé, la doctrine administrative considère désormais qu'il convient de distinguer :

- lors de la création et l'aménagement de la zone : la collectivité compétente en matière de ZAE est compétente pour réaliser l'intégralité des équipements et des infrastructures de la zone (pour les travaux de voirie : CAA Lyon, 8 octobre 2020, Communauté de communes du Pays de Gex, n° 18LY03476).
- une fois la zone créée et aménagée, les équipements et infrastructures doivent être exploités par la collectivité qui détient la compétence propre à chaque type d'équipement et de réseau.

Cette position est confirmée par réponse ministérielle (Rép. Min n° 03736, JO Sénat 17 janvier 2019, p. 272 : « Ainsi convient-il de considérer que si la compétence en matière de création, d'aménagement, d'entretien et de gestion de zones d'activité permet effectivement à un EPCI de créer les réseaux et tous équipements nécessaires au sein de ladite zone, **elle ne l'autorise pas pour autant à exploiter en propre les fractions de réseaux situées sur le périmètre de la zone d'activité à l'issue de son aménagement, sauf si l'EPCI exerce, en sus de cette compétence, une compétence spécifique lui permettant de gérer tel ou tel réseau ou équipement d'infrastructure.** »

En conséquence, concernant les éléments transférés concomitamment à ces zones, il ressort de ce qui précède que les différents éléments d'infrastructure et d'équipement **ne doivent être transférés à la Communauté de communes que si elle est, par ailleurs, compétente statutairement pour leur exploitation de manière générale.**

### **2-1 BANDE DE ROULEMENT, ACCOTEMENTS, TROTTOIRS ET TROTTOIRS-MIXTES PIÉTONS-CYCLES :**

La communauté de communes est seule compétente pour définir l'intérêt communautaire dans le cadre de ses compétences statutaires.

Il est ici rappelé que par délibération n° 2022-16 du 23 mars 2022, la communauté de communes a ainsi défini l'intérêt communautaire en matière de voirie en agglomération comme suit :

- la bande de roulement,
- les accotements, trottoirs et trottoirs-mixtes piétons-cycles.

La communauté de communes s'est appuyée sur la jurisprudence de la CAA de Nancy qui rappelle que l'intérêt communautaire en matière de voirie peut être défini en fonction des éléments qui la constituent (CAA Nancy CAA

Nancy, 17 janvier 2013, Communauté de communes du bassin de Lons-Le-Saunier, n° 11NC01146) :

« 5. Considérant qu'en ce qui concerne la définition de l'intérêt communautaire relatif au groupe de compétence " Création, aménagement et entretien de la voirie ", il ne résulte ni des dispositions de l'article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales, éclairées par les travaux parlementaires, ni d'aucune autre disposition législative ou réglementaire, que les communes concernées ne disposent d'aucune autre liberté que celle de désigner les voies dites d'intérêt communautaire et celles qui ne le sont pas, sans pouvoir faire référence à d'autres critères appliqués à l'ensemble des voies du territoire des communes membres portant sur les différents éléments constitutifs de la voirie tels que les bandes de roulement, les trottoirs ou les ouvrages d'art ; qu'il est par ailleurs loisible aux communes concernées de définir l'intérêt communautaire relatif à la compétence en matière de voirie indépendamment de la définition du domaine public routier ; que l'intérêt communautaire ainsi défini demeure enfin sans incidence sur l'exercice par l'autorité administrative compétente de ses pouvoirs de police sur la voie concernée, lesquels sont mis en œuvre de façon complémentaire aux pouvoirs que le gestionnaire détient également sur les voies en cause ;

6. Considérant, en revanche, que les mêmes dispositions de l'article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales, combinées aux dispositions précitées de l'article L. 1321-2 du même code font obstacle à ce que ces communes, tout en définissant l'intérêt communautaire par référence à l'identification d'éléments de voirie, ce qui a pour objet de déterminer de façon précise et complète les modalités du transfert de compétence opéré pour cet élément de voirie, soustraient de l'intérêt communautaire ainsi défini tout ou partie des opérations concernant ce même élément de voirie qui sont inhérentes aux pouvoirs du gestionnaire, telles que, par exemple et s'agissant de la bande de roulement, le déneigement ou le rebouchage des nids de poule»

Concernant les ZAE, par principe, l'élément physique « voirie » des zones est d'intérêt communautaire. C'est ainsi ce que rappelle la CAA de Lyon (CAA Lyon, 8 octobre 2020, Communauté de communes du Pays de Gex, n°18LY03476 : « Toutefois, eu égard aux conséquences induites de son exercice effectif, la compétence en matière de zones d'activités économiques, qui comprend notamment leur aménagement, inclut par extension la réalisation des travaux de voirie utiles et nécessaires aux activités dans de telles zones ».

Il ressort de cette jurisprudence que sans maîtrise de la voirie, et donc face à une impossibilité de réaliser des travaux sur ces éléments au sein des ZAE, l'exercice effectif de la compétence ZAE sera très largement compromis.

Cette jurisprudence confirme, sous l'empire de la loi NOTRe une considération déjà établie selon laquelle la compétence en matière de ZAE emporterait

compétence concernant, au moins, la voirie interne (v. également Rép. Min., JO Sénat, 19 mai 2004, question n° 0488S), mais aussi annexe (en ce sens, mais sans considérant de principe : CAA Nancy, 21 oct. 2004, n° 99NC01521).

Dans les voiries des ZAE (comme pour la voirie d'intérêt communautaire), la communauté de communes est donc compétente pour réhabiliter, aménager et entretenir (au sens de l'entretien destiné à conserver la voie à son affectation et permettre son usage c'est-à-dire son maintien en l'état ainsi que le rétablissement de ses qualités superficielles (p. ex. : réfection des nids de poule) sur :

- la bande de roulement,
- les accotements, trottoirs et trottoirs-mixtes piétons-cycles.

## **2-2- L'ÉCLAIRAGE PUBLIC :**

Par cette même délibération n° 2022-16, la communauté de communes a exclu l'éclairage public de la voirie d'intérêt communautaire en s'appuyant sur les points suivants :

1- Selon le guide de l' élu local et intercommunal 2021 – éclairage public - édité par la Fédération Nationale des Collectivités concédantes en régie ( FNCCR ) - page 24 -, l'éclairage public est une compétence distincte de la compétence « voirie ».

Elle relève à la fois, en matière de police, d'une compétence du maire au titre de son pouvoir de police administrative générale (art. L. 2212-2 CGCT), et en matière de service public, d'une compétence communale (art. L. 2224-31 CGCT et s.).

La communauté de communes n'a pas la compétence « éclairage public » dans ses statuts.

2- Sur le plan de la police administrative, de manière générale, il appartient donc au maire (art. L. 2212-2 CGCT), de signaler les dangers, particulièrement lorsqu'ils excèdent ceux auxquels doivent normalement s'attendre les usagers et contre lesquels il leur appartient de se prémunir eux-mêmes en prenant les précautions nécessaires (CE, 14 octobre 1977, Commune de Catus, req. n° 01404). L'éclairage public constitue l'un des moyens de signaler certains dangers. En vue de signaler les dangers, le maire « *doit veiller au bon éclairage des voies publiques situées dans l'agglomération communale, y compris de celles dont la commune n'est pas le maître d'ouvrage* » (CAA Douai, 18 mai 2004, req. n° 01DA00001).

Ce pouvoir de police ne peut être transféré au président de l'EPCI.

**Il doit également être rappelé** à ce titre que la question de l'éclairage public a pu poser des difficultés juridiques, ce qui a justifié la décision prise.

En effet, sur l'éclairage public comme mission de service public, la doctrine administrative a pu préciser que « *L'éclairage public, dès lors qu'il est*

*nécessaire et indispensable à l'exploitation de la voirie, relève de la compétence relative à la voirie, exercée en agglomération par la commune ou, le cas échéant, par l'établissement public de coopération intercommunale auquel cette compétence a été transférée sur les voies d'intérêt communautaire. En revanche, l'éclairage public d'ornementation qui n'a qu'un objectif esthétique reste de la compétence communale »* (Rép. Min., JO Sénat, 14 juin 2018, p. 2295, question n° 02392)

Cette réponse confirme une position plus ancienne : *« En ce qui concerne l'éclairage public, dès lors qu'il est nécessaire et indispensable à l'exploitation de la voirie, le gestionnaire, c'est à dire la communauté de communes sur les voies d'intérêt communautaire, doit en assurer la pose et l'entretien. En revanche, l'éclairage public d'ornementation qui n'a qu'un objectif esthétique reste de la compétence communale. En effet, bien qu'affectant l'emprise de la route, il ne contribue en rien aux besoins de la circulation routière »* (Rép. Min., JO Sénat, 9 nov. 2006, p. 2826, question n° 23042 ; Rép. Min., JO Sénat, 14 nov. 2006, p. 11927, question n° 93572).

Cette réponse est justifiée par le fait que le juge administratif, saisi d'un recours en responsabilité, peut être amené à rechercher si les pouvoirs de police du maire ont bien été exercés (choix relatif à l'éclairage : lieux éclairés, horaires, puissance, etc.) et si le service public de l'éclairage est correctement assuré par le gestionnaire de la voirie (entretien pour garantir le bon fonctionnement).

Il en ressort que la compétence éclairage public devrait suivre celle de la voirie qui, si l'on suit la logique, suit elle-même celle relative aux ZAE dans le cas d'espèce.

Or, l'article L. 1321-9 du CGCT prévoit toutefois que *« lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale ou un syndicat mixte est compétent en matière d'éclairage public, les communes membres peuvent conserver la partie de la compétence relative aux travaux de maintenance sur le réseau d'éclairage public mis à disposition et dont elles sont propriétaires »*.

C'était notamment l'objet de la délibération n° 2022-16.

Dans les voiries des ZAE (comme pour la voirie d'intérêt communautaire), la communauté de communes n'est donc pas compétente pour l'éclairage public.

**NB :** prévoir la mise à disposition gratuite par la communauté de communes de l'EP sur les voiries d'intérêt communautaire y compris ZAE créées ex-nihilo.

### **2-3 LES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT :**

La communauté de communes n'est statutairement pas compétente pour l'eau et l'assainissement.

NB : prévoir la mise à disposition gratuite par la communauté de communes des réseaux eau et assainissement sur les voiries d'intérêt communautaire y compris ZAE créées ex-nihilo.

### **2-4 LA DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE LES INCENDIES ( DECI) :**

La communauté de communes n'est statutairement pas compétente pour la DECI.

### **2-5 LA GESTION DES EAUX PLUVIALES URBAINES (GEPU) :**

La communauté de communes n'est statutairement pas compétente.

La GEPU est un service public à part entière défini à l'article L. 2226-1 du CGCT :  
*« La gestion des eaux pluviales urbaines correspondant à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales des aires urbaines constitue un service public administratif relevant des communes, dénommé service public de gestion des eaux pluviales urbaines ».*

Les « aires urbaines » doivent être entendues comme des « zones urbanisées ou à urbaniser du fait de leur classement par un plan local d'urbanisme ou par un document d'urbanisme en tenant lieu, ou dans une zone constructible délimitée par une carte communale » (Instruction du 28 août 2018 relative à l'application de la loi n° 2018-702 du 3 août 2018, relative à la mise en œuvre du transfert des compétences « eau » et « assainissement » aux communautés de communes, NOR : INTB1822718J).

Il est nécessaire de rappeler les termes de l'article R. 2226-1 du CGCT :  
*« La commune ou l'établissement public compétent chargé du service public de gestion des eaux pluviales urbaines, mentionné à l'article L. 2226-1 :  
1° Définit les éléments constitutifs du système de gestion des eaux pluviales urbaines en distinguant les parties formant un réseau unitaire avec le système de collecte des eaux usées et les parties constituées en réseau séparatif. Ces éléments comprennent les installations et ouvrages, y compris les espaces de rétention des eaux, destinés à la collecte, au transport, au stockage et au traitement des eaux pluviales ;*



2° Assure la création, l'exploitation, l'entretien, le renouvellement et l'extension de ces installations et ouvrages ainsi que le contrôle des dispositifs évitant ou limitant le déversement des eaux pluviales dans ces ouvrages publics.

Lorsqu'un élément du système est également affecté à un autre usage, le gestionnaire du service public de gestion des eaux pluviales urbaines recueille l'accord du propriétaire de cet ouvrage avant toute intervention. ».

C'est dans ce sens que les eaux issues de la voirie sont collectées dans le réseau d'assainissement de la commune. Ainsi, l'entretien des avaloirs, et autres bassins de collecte des eaux pluviales restent de compétence de la commune (voir la délibération 2022-16).

## **2-6 SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE**

En matière routière, une distinction est opérée selon que l'on se trouve face à la police de la conservation, ou face à un usage de la police de la circulation et du stationnement (art. L. 2213-1 CGCT), sur la voirie. Se rajoute à ceux deux polices administratives spéciales les pouvoirs de police administrative générale aux mains des seuls maires (L. 2212-1 CGCT).

L'implantation de dispositifs de signalisation routière ressort de la compétence de l'autorité gestionnaire de la voirie (C. route, art. L. 411-6 et C. voirie routière, art. L. 113-1), et relève de la police de la circulation.

Pour rappel, la compétence obligatoire en matière de ZAE n'induit pas le transfert automatique de circulation, de stationnement et de sécurité.

Toutefois, dans le cas où une communauté de communes devient propriétaire de la voirie, peu important par quel biais (compétence par décision expresse à déclaration de ce qu'elle est d'intérêt communautaire, ou bien par effet englobant de la compétence ZAE, pour la voirie interne), elle en est le gestionnaire, et récupère les pouvoirs de police afférents (art. L. 5211-9-2 CGCT).

En toute logique, elle devrait donc revenir à la communauté de communes, gestionnaire, peu important qu'elle soit ou non propriétaire.

Toutefois, et ainsi que l'autorise le CGCT, dans le cadre de la mandature 2020\_2026, les maires de l'intercommunalité ont manifesté leur opposition expresse à ce transfert des pouvoirs de police au Président de la communauté de communes (art. L. 5211-9-2 CGCT). C'est là une dérogation au fait que le pouvoir de police suit le gestionnaire.

Ainsi, par mesure de simplification et pour une cohérence entre le pouvoir de police spéciale détenu par le maire et l'implantation de la signalisation routière (verticale et horizontale), la communauté de communes avait exclu de

l'intérêt communautaire en matière de voirie la signalisation verticale et horizontale (voir délibération 2022-16 du 23 mars 2022).

Une réponse, postérieure à la délibération, du Ministère de l'intérieur (publiée au JO du Sénat le 21/04/2022 page 2132) à une question écrite n° 13275 posée le 28/11/2019 apporte un éclairage particulier concernant la gestion de la signalisation routière et responsabilité en cas d'accident.

*« La pose de la signalisation routière verticale et horizontale, notamment les feux de circulation, panneaux et marquages au sol, doit être réalisée par le gestionnaire de la voirie sur laquelle la signalisation est implantée, en application de l'article L. 411-6 du code de la route qui dispose que « le droit de placer en vue du public, par tous les moyens appropriés, des indications ou signaux concernant, à un titre quelconque, la circulation n'appartient qu'aux autorités chargées des services de la voirie ». Le département a l'obligation d'entretenir son domaine public et notamment son domaine public routier, lequel est affecté aux besoins de la circulation terrestre, comme le prévoit l'article L. 111-1 du code de la voirie routière. Le code général des collectivités territoriales (CGCT) précise également en son article L. 3321-1 (16°) que sont obligatoires pour les départements "les dépenses d'entretien et construction de la voirie départementale" ».*

La mise en place de la signalisation routière sur le domaine public routier incombe donc, à titre principal, au gestionnaire de la voirie et, à titre subsidiaire, à l'autorité de police spéciale de la circulation, si elle est distincte.

Elle doit, le cas échéant, mettre en œuvre les mesures nécessaires, comme une signalisation provisoire, pour prévenir les risques pour la sécurité des usagers des voies publiques. Les collectivités concernées doivent en conséquence, chacune pour leur part, mettre en œuvre les mesures relevant de leur compétence, une convention pouvant permettre de coordonner les objectifs et de clarifier les rôles de chacune des collectivités.

Dans l'hypothèse d'un accident survenant dans un contexte où le département aurait refusé de prendre en charge la signalisation sur une portion de route départementale située en agglomération et où le maire aurait, malgré l'existence d'un danger, négligé de prendre des mesures provisoires de nature à préserver la sécurité de la circulation, le juge administratif examinerait le partage des responsabilités entre les collectivités, en tenant compte de la cause du dommage, de la connaissance du danger qu'avait chaque collectivité concernée et des moyens dont chacun disposait pour faire cesser ou signaler le danger (Conseil d'État, 26 novembre 1976, n° 93721 ; 8 juin 1994, n° 52867).

Il ressort de tout cela qu'en s'opposant au transfert des pouvoirs de police de la circulation et du stationnement, les maires ont endossé la responsabilité liée sans devenir gestionnaires pour autant. Seule leur responsabilité pourrait être

recherchée à ce titre, mais les éventuelles carences, non compensées, pourraient être reprochées à la communauté de communes.

De plus, l'opposition au transfert de la police de la circulation n'a pas empêché le transfert de la police de la conservation, qui pèse donc toujours sur la communauté de communes.

À la vue de ces derniers éléments, et en raison de la complexité induite par une superposition de différents pouvoirs de police exercés par chacune des entités intervenantes, il apparaît juridiquement plus simple d'envisager la réintégration la signalisation verticale et horizontale de la voirie d'intérêt communautaire dans les pouvoirs de la communauté de communes.

## **2-7-SIGNALISATION D'INFORMATION LOCALE :**

La signalisation d'information locale (SIL) a pour but de guider l'usager de la route vers un service ou un équipement d'intérêt local utile à son déplacement (activités, services, équipements) et qui est situé à proximité de la voirie sur laquelle il se déplace.

Cette signalisation doit donc être soumise aux règles fondamentales de la signalisation routière (homogénéité, uniformité, simplicité, continuité, visibilité, lisibilité) et assure un lien avec la signalisation de direction ainsi qu'avec la signalisation touristique.

Elle est applicable en agglomération et hors agglomération, sur tous les réseaux routiers, à l'exception des autoroutes et routes à chaussées séparées ainsi que leurs voies d'accès (bretelles, échangeurs...).

L'implantation des panneaux indicateurs fait l'objet d'une autorisation de voirie (permission de voirie) délivrée par les autorités gestionnaires du domaine routier.

Différents cas peuvent se présenter dans un contexte intercommunal.

Dans le contexte de la compétence voirie transférée à une communauté de communes, le président disposant du pouvoir de police de la conservation délivrera les permissions de voirie permettant à la signalisation d'être implantée, soit sur les voies communales d'intérêt communautaire, soit sur les voies nouvellement créées par l'EPCI au titre de sa compétence voirie. Ces pouvoirs de police de la conservation du président de l'EPCI s'appliqueront de la même façon concernant les voiries d'une zone d'activité économique.

Dans le contexte d'une demande d'implantation d'une SIL provenant d'une intercommunalité sur un domaine public communal ou départemental, c'est le maire ou le président du conseil départemental qui délivrera l'autorisation de voirie.

Le SIL étant rattaché à la signalisation, la CCRLCM sera donc compétente en la matière pour les voies dont elle est gestionnaire. L'intérêt communautaire en matière de voirie sera modifié en ce sens.

## **2-8 LES ESPACES VERTS :**

Par cette même délibération 2022-16, la communauté de communes a exclu les espaces verts situés sur l'emprise de la voirie d'intérêt communautaire en s'appuyant sur une réponse ministérielle (Rép. Min. n°20682, JO Sénat 13 avril 2006, p. 1080 :

*« En revanche, un certain nombre d'ouvrages (mobilier urbain, plantations, aménagement d'embellissement, éclairage public d'ornementation...) ne relèvent pas de la compétence de l'autorité gestionnaire de la voie, en l'occurrence de la communauté de communes, mais de la commune. En effet, bien qu'affectant les emprises des trottoirs, ils correspondent à un besoin des habitants de la commune et ne contribuent en rien aux besoins de la circulation routière ».*

Une autre réponse ministérielle a précisé plus encore cela :

*« Concernant les espaces verts, la juridiction administrative a considéré que les arbres et plantations situés en bordure des voies publiques constituaient des accessoires du domaine public routier (CE, 28 juillet 1999, commune de Chalou-Moulineux). En revanche, les espaces verts sans lien fonctionnel avec la voirie et n'ayant pas un caractère nécessaire ou indispensable par rapport à la voie publique considérée ne sont pas des dépendances du domaine public routier et ne sont pas, en tant que tels, nécessaires à son bon fonctionnement. Par conséquent, l'aménagement et l'entretien des espaces verts attenants aux voies d'intérêt communautaire peuvent ne pas être inclus dans le transfert de la compétence voirie dans la mesure où ils représentent des aménagements d'embellissement qui ne contribuent ni à la conservation ni à l'exploitation de la route » (Rép. Min., Sénat, 9 nov. 2006, p. 2826)*

L'intérêt communautaire exclut ainsi : *« l'entretien des espaces verts existants y compris sur rond-point, haies, arbres et arbustes y compris arrosage. Toute nouvelle création devra faire l'objet d'une autorisation préalable de la CCRLCM ».*

Les espaces verts resteront ainsi de compétence communale.

## **2-9 LA PROPRETÉ DES VOIRIES**

Selon l'article L. 2212-2 du CGCT : « La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment :

1° tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le nettoyage, l'éclairage, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des édifices et monuments funéraires menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute ou celle de rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles ainsi que le soin de réprimer les dépôts, déversements, déjections, projections de toute matière ou objet de nature à nuire, en quelque manière que ce soit, a la sûreté ou a la commodité du passage ou à la propreté des voies susmentionnées ;... ».

La propreté des voies et trottoirs restent de compétence communale qui inclut également le balayage.

## **2-10 MOBILIER URBAIN LIE A LA PROPRETÉ DE L'ESPACE PUBLIC**

Il s'agit des corbeilles, des dispositifs canins, des sanisettes le cas échéant. Compte-tenu du raisonnement appliqué jusqu'alors, il paraît logique que ce mobilier reste de compétence communale (exemple des poubelles sur les mats d'éclairage public).

## **2-11 MOBILIER URBAIN LIE A LA SÉCURITÉ OU AUX DÉPLACEMENTS**

Compte-tenu que la signalisation verticale et horizontale ainsi que le SIL seraient de compétence communautaire (cf paragraphe 2-6 et 2-7 supra), le mobilier lié à la sécurité ou aux déplacements (barrières, potelets, bornes, radars pédagogiques) ainsi que tout autre dispositif de ce type en relèvera.

## **2-12 LA VIDÉO-SURVEILLANCE**

Cette compétence reste communale.



### **3. Relevés topographiques des ZAE**

#### **3-1 plans topographiques des zones transférées**

La CCRLCM a missionné Géo Sud Ouest pour établir les relevés topographiques du périmètre des ZAE à transférer. Cette prestation a été prise en charge par la CCRLCM.

Pour chacune des ZAE, les plans sont annexés en pièce jointe.

#### **3-2 régularisations foncières préalables au transfert**

Les plans font apparaître la nécessité de faire une régularisation foncière pour permettre l'établissement des procès-verbaux de transfert.

**Les opérations foncières à réaliser par commune sont les suivantes :**

a) Sur la commune de Lézignan-Corbières :

La mise à disposition des emprises de voirie directement affectées aux zones d'activités va nécessiter des acquisitions de parties de parcelles privées occupées par ces voiries et/ou des divisions de parcelles communales.

Ces opérations de régularisation sont listées en **annexe 1**. Les parcelles en rouge doivent faire l'objet d'un complément d'analyse.

b) Sur la commune d'Ornaisons

La mise à disposition des emprises de voirie directement affectées aux zones d'activités va nécessiter des acquisitions de parties de parcelles privées occupées par ces voiries et/ou des divisions de parcelles communales.

Voir tableau en **annexe 2**. Les parcelles en rouge doivent faire l'objet d'un complément d'analyse.

c) Sur la commune de Canet d'Aude

La mise à disposition des emprises de voirie directement affectées aux zones d'activités va nécessiter des acquisitions de parties de parcelles privées occupées par ces voiries et/ou des divisions de parcelles communales.

Voir tableau en **annexe 3**. Les parcelles en rouge doivent faire l'objet d'un complément d'analyse.

### **Concernant le sujet des alignements, voici l'état de la situation et des actions à mener le cas échéant :**

Un point complet a été fait 6 juin 2023 avec le responsable du pôle investissement à la direction des routes et mobilités du Conseil départemental de l'Aude. Suite à ce rendez-vous, la CCRLCM en attente de la liste des arrêtés d'alignement réalisés en bordure du périmètre de nos ZAE, avec leur localisation et emprise exacte.

Deux cas de figure peuvent être rencontrés :

- En cas de présence d'un fossé le long d'une route départementale, l'emprise du domaine public départemental intègre ce fossé et la limite est située à la crête extérieure de ce fossé ;
- En cas d'absence de fossé, la limite du domaine public départemental est située à environ 1.20m, 2.00m maximum de la chaussée et intègre les éventuels trottoirs jusqu'à leur bordure extérieure, s'ils en sont dotés.

En cas d'espace vert situé sur le domaine public au-delà de la limite du domaine public départemental, il appartient à la commune.

Sachant que la CCRLCM n'envisage pas de reprendre les espaces verts le long des voiries des ZAE et au vu de la configuration des différentes zones, il ne devrait pas y avoir d'emprises en domaine public, entre les voies intercommunales des ZAE et le domaine public départemental, que la CCRLCM serait susceptible de reprendre en gestion\*.

Il y aura par contre à Lézignan-Corbières un certain nombre de trottoirs et d'espaces verts situés entre le domaine public départemental et des voiries de ZAE qui devront continuer à être gérées et entretenues par la commune.

Il ne semble pas y avoir de cas similaire dans les ZAE de Canet d'Aude ni d'Ornaisons.

le responsable du pôle investissement à la direction des routes et mobilités du Conseil départemental de l'Aude a rappelé dans un courriel du 6 juin 2023 que le Conseil départemental n'intervient pas pour l'entretien des dépendances des routes départementales lorsque celles-ci se situent dans l'enclave de l'agglo, c'est la commune qui s'en charge.

### **Concernant le sujet de la mise en accessibilité de la voirie, voici l'état de la réglementation et des actions à mener le cas échéant :**

Le cadre législatif :

- Loi n°2005-102 du 11 février 2005, notamment l'article 45 qui dispose que « la chaîne du déplacement, qui comprend le cadre bâti, la voirie, les aménagements des espaces publics, les systèmes de transport et leur intermodalité, est organisée pour permettre son accessibilité dans sa totalité aux personnes handicapées ou à mobilité réduite. »

La voirie et les espaces publics :

- Décret n°2006-1657 du 21 décembre 2006 relatif à l'accessibilité de la voirie et des espaces publics
- Décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics
- Arrêté du 15 janvier 2007 portant application du décret n°2006-1658 du 21 décembre 2006 relatif aux prescriptions techniques pour l'accessibilité de la voirie et des espaces publics

La commission départementale de sécurité et d'accessibilité :

- Décret n° 2006-1089 du 30 août 2006 modifiant le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité

Outil de programmation :

Le plan de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE)

Echéance : 20 décembre 2009

Le PAVE fixe les dispositions pour rendre accessibles l'ensemble des circulations piétonnes et des aires de stationnement d'automobiles situés sur la commune ou l'EPCI.

Il définit les conditions de réalisation des aménagements prévus et les délais de réalisation des aménagements.

La règle concernant la mise en accessibilité de la voirie est la suivante (décrets n°2006-1657 et n°2006-1658 – arrêté d'application) :

L'aménagement, en agglomération, des espaces publics et de l'ensemble de la voirie ouverte à la circulation publique et, hors agglomération, des zones de stationnement, des emplacements d'arrêt des véhicules de transport en commun et des postes d'appel d'urgence est réalisé de manière à permettre l'accessibilité de ces voiries et espaces publics aux personnes handicapées ou à mobilité réduite avec la plus grande autonomie possible.

La mise aux normes doit se faire :

- Lors de la réalisation de voies nouvelles ;
- Lors de travaux ou aménagements modifiant la structure des voies et/ou changeant l'assiette des voies
- Lors de travaux de réaménagement, de réhabilitation ou de réfection des voies, des cheminements existants et des espaces publics.

### **3-3 établissement des procès-verbaux de mise à disposition**

Conformément à l'article 1321 et suivants du CGCT, le transfert de compétence entraîne la mise à disposition des biens. Cette mise à disposition fait l'objet de l'établissement d'un procès-verbal ( en cours de rédaction entre les parties au jour de l'établissement du présent rapport).

### III. LE CALCUL DE LA CHARGE TRANSFEREE

#### 1. Réalisation d'un diagnostic complet des ZAE par le bureau d'études GAXIEU

Une mission a été commandée au bureau d'études GAXIEU pour réaliser un diagnostic des différentes zones et établir un chiffrage pour assurer leur remise en état. Cette prestation a été prise en charge en totalité par la CCRLCM.

Chaque commune concernée s'est vu remettre l'étude complète (annexe 4).

Les éléments intégrés par le bureau d'études sont les suivants :

- la remise en état des voiries ;
- la remise en état des trottoirs ;
- la remise en état des éclairages publics (remplacement des ampoules et mâts d'éclairage défectueux). La prise en charge de l'éclairage public n'étant pas transféré, cette donnée n'a pas été utilisée pour l'évaluation de la charge transférée ;

Une visite des différents sites a permis de constater et quantifier les désordres.

Pour affiner les inspections visuelles et préciser notamment les travaux de voirie, une étude géotechnique a été réalisée. Les sondages ont permis de donner les structures des chaussées et préconiser les travaux à réaliser pour leur remise en état.

En s'appuyant sur cette étude de sol, le bureau d'études a défini un ratio correspondant à la remise en état des voiries fortement dégradées (**initialement 72 € HT/m<sup>2</sup>**) et un autre pour celles en état correct (**initialement 46 € HT/m<sup>2</sup>**).

Le premier correspond à une reprise complète de la structure de la chaussée et de la couche de roulement (décroustage, évacuation des matériaux existants, réfection de la couche de forme en GNT et réfection de la couche de roulement en enrobé).

Le second correspond à la réfection de la couche de roulement seule (décroustage + réfection de la couche d'enrobé).

Ces ratios ont été déterminés à partir de l'accord cadre de la CCRLCM passé en 2023.

Le bureau d'étude n'a pas chiffré de travaux de réfection sur les voiries en bon état.

La surface de ces voiries a été demandée en complément pour pouvoir chiffrer les couts d'entretien et renouvellement.

## **2. Discussions contradictoires et validation des ratios au m2 par un groupe d'experts**

Le diagnostic du bureau d'études a servi de base pour établir les ratios au m2 permettant de définir pour l'équipement :

- le coût initial de l'équipement ( ou coût de renouvellement ),
- le coût d'entretien ( ou coût de fonctionnement.

Il est considéré qu'une intervention doit être prévue pour tous les 18 ans pour refaire la couche de roulement.

Après plusieurs réunions de travail, un groupe d'experts composé des représentants du cabinet GAXIEU, du directeur des services techniques de la commune de Lézignan Corbières, du directeur des services techniques de la CCRLCM et du directeur du pôle aménagement de la CCRLCM ont arrêté définitivement les ratios de renouvellement et d'entretien au m2 comme suit :

### Renouvellement :

Réfection voirie mauvais état : **69 € HT / m2 sur 18 ans**

Réfection voirie état moyen : **42 € HT/ m2 sur 18 ans**

Réfection voirie bon état : **35 € HT/m2 sur 18 ans**

Réfection trottoir : **35 € HT/m2 sur 18 ans**

### Entretien :

Voirie : **9 € HT /m2 sur 18 ans**

Trottoir : **0,90 € HT/m2 sur 18 ans**

NB : ces ratios intègrent la signalisation horizontale et verticale ainsi que la signalisation d'information locale.

## **3. Détermination de la charge transférée**

**Pour les dépenses liées à l'équipement**, ces ratios ainsi arrêtés permettent de définir in fine le montant de la charge transférée liée à l'équipement calculée selon, la formule synthétique suivante :

Coût initial	+	Frais financiers	+	frais d'entretien
Durée de vie de l'équipement				
-				
Ressources transférées afférentes à l'équipement				
=				
<b>COUT MOYEN NET ANNUALISE</b>				

**Pour les dépenses non liées à l'équipement**, il est proposé de ne pas appliquer de charges ( de structure notamment).



### 3-1 Concernant la commune de Lézignan-Corbières :

LEZIGNAN - Plaine de Conilhac							
Renouvellement							
	Unité	Qté	PU	PT			
Voirie dégradée	m²	4900	69,00 €	338 100,00 €			
Voirie état moyen	m²	0	42,00 €	0,00 €			
Voirie bon état	m²	3133	35,00 €	109 655,00 €			
Trottoir	m²	1644	35,00 €	57 540,00 €			
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros HT)</b>				<b>505 295,00 €</b>		28 071,94 €	HT/an
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros TTC)</b>				<b>606 354,00 €</b>		33 686,33 €	TTC/an
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros net du FCTVA)</b>				<b>506 887,69 €</b>		28 160,43 €	Net du FCTVA/an
Fonctionnement							
	Unité	Qté	PU	PT			
Voirie	m²	8033	9,00 €	72 297,00 €			
Trottoir	m²	1644	0,90 €	1 479,60 €			
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros HT)</b>				<b>73 776,60 €</b>		4 098,70 €	HT/an
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros TTC)</b>				<b>88 531,92 €</b>		4 918,44 €	TTC/an
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros net du FCTVA)</b>				<b>74 009,14 €</b>		4 111,62 €	Net du FCTVA/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - Plaine de Conilhac (euros HT)</b>				<b>579 304,14 €</b>		<b>32 183,56 €</b>	HT/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - Plaine de Conilhac (euros TTC)</b>				<b>694 885,92 €</b>		<b>38 604,77 €</b>	TTC/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - Plaine de Conilhac (euros net du FCTVA)</b>				<b>580 896,83 €</b>		<b>32 272,05 €</b>	Net du FCTVA/an
LEZIGNAN - RD 6113							
Renouvellement							
	Unité	Qté	PU	PT			
Voirie dégradée	m²	2020	69,00 €	139 380,00 €			
Voirie état moyen	m²	710	42,00 €	29 820,00 €			
Voirie bon état	m²	7075	35,00 €	247 625,00 €			
Trottoir	m²	0	35,00 €	0,00 €			
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros HT)</b>				<b>416 825,00 €</b>		23 156,94 €	HT/an
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros TTC)</b>				<b>500 190,00 €</b>		27 788,33 €	TTC/an
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros net du FCTVA)</b>				<b>418 138,83 €</b>		23 229,94 €	Net du FCTVA/an
Fonctionnement							
	Unité	Qté	PU	PT			
voirie	m²	9805	9,00 €	88 245,00 €			
Trottoir	m²	0	0,90 €	0,00 €			
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros HT)</b>				<b>88 245,00 €</b>		4 902,50 €	HT/an
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros TTC)</b>				<b>105 894,00 €</b>		5 883,00 €	TTC/an
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros net du FCTVA)</b>				<b>88 523,15 €</b>		4 917,95 €	Net du FCTVA/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - RD 6113 (euros HT)</b>				<b>505 070,00 €</b>		28 059,44 €	HT/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - RD6113 (euros TTC)</b>				<b>606 084,00 €</b>		33 671,33 €	TTC/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - RD6113 (euros net du FCTVA)</b>				<b>506 661,98 €</b>		28 147,89 €	Net du FCTVA/an
LEZIGNAN - ZAE Corbières et plaine de Conilhac							
Renouvellement							
	Unité	Qté	PU	PT			
Voirie dégradée	m²	6410	69,00 €	442 290,00 €			
Voirie état moyen	m²	4220	42,00 €	177 240,00 €			
Voirie bon état	m²	11923	35,00 €	417 305,00 €			
Trottoir	m²	9615	35,00 €	336 525,00 €			
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros HT)</b>				<b>1 373 360,00 €</b>		76 297,78 €	HT/an
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros TTC)</b>				<b>1 648 032,00 €</b>		91 557,33 €	TTC/an
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros net du FCTVA)</b>				<b>1 377 688,83 €</b>		76 538,27 €	Net du FCTVA/an
Fonctionnement							
	Unité	Qté	PU	PT			
voirie	m²	22553	9,00 €	202 977,00 €			
Trottoir	m²	9615	0,90 €	8 653,50 €			
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros HT)</b>				<b>211 630,50 €</b>		11 757,25 €	HT/an
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros TTC)</b>				<b>253 956,60 €</b>		14 108,70 €	TTC/an
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros Net du FCTVA)</b>				<b>212 297,56 €</b>		11 794,31 €	Net du FCTVA/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - Corbières (euros HT)</b>				<b>1 584 990,50 €</b>		88 055,03 €	HT/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - Corbières (euros TTC)</b>				<b>1 901 988,60 €</b>		105 666,03 €	TTC/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - Corbières (euros net du FCTVA)</b>				<b>1 589 986,39 €</b>		88 332,58 €	Net du FCTVA/an
LEZIGNAN - total toutes les zones							
<b>TOTAL LEZIGNAN - toutes les ZAE -RENOUVELLEMENT(euros HT)</b>				<b>2 295 480,00 €</b>		127 526,67 €	HT/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - toutes les ZAE-RENOUVELLEMENT (euros TTC)</b>				<b>2 754 576,00 €</b>		153 032,00 €	TTC/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - toutes les ZAE-RENOUVELLEMENT (euros net du FCTVA)</b>				<b>2 302 715,35 €</b>		127 928,63 €	Net du FCTVA/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - toutes les ZAE -FONCTIONNEMENT (euros HT)</b>				<b>373 652,10 €</b>		20 758,45 €	HT/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - toutes les ZAE-FONCTIONNEMENT, T (euros TTC)</b>				<b>448 382,52 €</b>		24 910,14 €	TTC/an
<b>TOTAL LEZIGNAN - toutes les ZAE-FONCTIONNEMENT (euros net du FCTVA)</b>				<b>374 829,85 €</b>		20 823,88 €	Net du FCTVA/an

<b>CALCUL DE LA CT 2023 -ZAE- article 1609 nonies C du CGI</b>	
renouvellement FCTVA déduit/an ( coût initial)	127 928,63 €
frais financiers sur (renouvellement - FCTVA) sur 18 ans à taux fixe annuel 4,1% ( TF marge comprise Orfeor octobre 23)	49 828,21 €
fonctionnement net du FCTVA/an ( entretien)	20 823,88 €
frais de structure /an ( dépenses non liées à l'équipement )	0,00 €
<b>charge transférée LEZIGNAN /an</b>	<b>198 580,73 €</b>

Avec frais financiers reconstitués sur la base :

- d'un capital sur (renouvellement selon la méthode des ratios FCTVA déduit) = 2 302 716€,
- taux fixe annuel à 4,10 % marge bancaire incluse ( cf note orfeor octobre 23)
- sur une durée de 18 ans

Frais financiers moyennés s'élevant à ( 896 907,86€ / 18 ans = 49 828,21€) reconstitués selon le tableau d'amortissement suivant :

Date	Tirage	Encours	Amortissement	Intérêts	Échéance	Taux
18/10/2023	2 302 716,00	2 302 716,00	0,00	0,00	0,00	4,10
18/10/2024	0,00	2 174 787,33	127 928,67	94 411,36	222 340,03	4,10
18/10/2025	0,00	2 046 858,66	127 928,67	89 166,28	217 094,95	4,10
18/10/2026	0,00	1 918 929,99	127 928,67	83 921,21	211 849,88	4,10
18/10/2027	0,00	1 791 001,32	127 928,67	78 676,13	206 604,80	4,10
18/10/2028	0,00	1 663 072,65	127 928,67	73 431,05	201 359,72	4,10
18/10/2029	0,00	1 535 143,98	127 928,67	68 185,98	196 114,65	4,10
18/10/2030	0,00	1 407 215,31	127 928,67	62 940,90	190 869,57	4,10
18/10/2031	0,00	1 279 286,64	127 928,67	57 695,83	185 624,50	4,10
18/10/2032	0,00	1 151 357,97	127 928,67	52 450,75	180 379,42	4,10
18/10/2033	0,00	1 023 429,30	127 928,67	47 205,68	175 134,35	4,10
18/10/2034	0,00	895 500,63	127 928,67	41 960,60	169 889,27	4,10
18/10/2035	0,00	767 571,96	127 928,67	36 715,53	164 644,20	4,10
18/10/2036	0,00	639 643,29	127 928,67	31 470,45	159 399,12	4,10
18/10/2037	0,00	511 714,62	127 928,67	26 225,37	154 154,04	4,10
18/10/2038	0,00	383 785,95	127 928,67	20 980,30	148 908,97	4,10
18/10/2039	0,00	255 857,28	127 928,67	15 735,22	143 663,89	4,10
18/10/2040	0,00	127 928,61	127 928,67	10 490,15	138 418,82	4,10
18/10/2041	0,00	0,00	127 928,61	5 245,07	133 173,68	4,10
<b>Total</b>	<b>2 302 716,00</b>		<b>2 302 716,00</b>	<b>896 907,86</b>	<b>3 199 623,86</b>	

### 3-2 Concernant la commune d'Ornaisons :

ORNAISONS - avenue des corbières							
Renouvellement							
	Unité	Qté	PU	PT			
Voirie dégradée	m²	1160	69,00 €	80 040,00 €			
Voirie état moyen	m²	0	42,00 €	0,00 €			
Voirie bon état	m²	0	35,00 €	0,00 €			
Trottoir	m²	450	35,00 €	15 750,00 €			
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros HT)</b>				<b>95 790,00 €</b>		5 321,67 €	HT/an
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros TTC)</b>				<b>114 948,00 €</b>		6 386,00 €	TTC/an
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros net du FCTVA)</b>				<b>96 091,93 €</b>		5 338,44 €	Net du FCTVA/an
Fonctionnement							
	Unité	Qté	PU	PT			
voirie	m²	1160	9,00 €	10 440,00 €			
Trottoir	m²	450	0,90 €	405,00 €			
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros HT)</b>				<b>10 845,00 €</b>		602,50 €	HT/an
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros TTC)</b>				<b>13 014,00 €</b>		723,00 €	TTC/an
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros net du FCTVA)</b>				<b>10 879,18 €</b>		604,40 €	Net du FCTVA/an
<b>TOTAL ORNAISONS avenue des corbières - ( euros HT)</b>				<b>106 635,00 €</b>		5 924,17 €	HT/an
<b>TOTAL ORNAISONS avenue des corbières - ( euros TTC)</b>				<b>127 962,00 €</b>		7 109,00 €	TTC/an
<b>TOTAL ORNAISONS avenue des corbières - ( euros net du FCTVA)</b>				<b>106 971,11 €</b>		5 942,84 €	Net du FCTVA/an
ORNAISONS - La Gravette							
Renouvellement							
	Unité	Qté	PU	PT			
Voirie dégradée	m²	1540	69,00 €	106 260,00 €			
Voirie état moyen	m²	0	42,00 €	0,00 €			
Voirie bon état	m²	0	35,00 €	0,00 €			
Trottoir	m²	0	35,00 €	0,00 €			
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros HT)</b>				<b>106 260,00 €</b>		5 903,33 €	HT/an
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros TTC)</b>				<b>127 512,00 €</b>		7 084,00 €	TTC/an
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros net du FCTVA)</b>				<b>106 594,93 €</b>		5 921,94 €	Net du FCTVA/an
Fonctionnement							
	Unité	Qté	PU	PT			
voirie	m²	1540	9,00 €	13 860,00 €			
Trottoir	m²	0	0,90 €	0,00 €			
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT HT</b>				<b>13 860,00 €</b>		770,00 €	HT/an
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros TTC)</b>				<b>16 632,00 €</b>		924,00 €	TTC/an
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros NET DU FCTVA)</b>				<b>13 903,69 €</b>		772,43 €	Net du FCTVA/an
<b>TOTAL ORNAISONS - La Gravette HT</b>				<b>120 120,00 €</b>		6 673,33 €	HT/an
<b>TOTAL ORNAISONS - La Gravette TTC</b>				<b>144 144,00 €</b>		8 008,00 €	TTC/an
<b>TOTAL ORNAISONS - La Gravette net du FCTVA</b>				<b>120 498,62 €</b>		6 694,37 €	Net du FCTVA/an
ORNAISONS - total toutes les zones							
<b>TOTAL ORNAISONS - toutes les ZAE -RENOUVELLEMENT(euros HT)</b>				<b>202 050,00 €</b>		11 225,00 €	HT/an
<b>TOTAL ORNAISONS - toutes les ZAE-RENOUVELLEMENT (euros TTC)</b>				<b>242 460,00 €</b>		13 470,00 €	TTC/an
<b>TOTAL ORNAISONS- toutes les ZAE-RENOUVELLEMENT (euros net du FCTVA)</b>				<b>202 686,86 €</b>		11 260,38 €	Net du FCTVA/an
<b>TOTAL ORNAISONS - toutes les ZAE -FONCTIONNEMENT (euros HT)</b>				<b>24 705,00 €</b>		1 372,50 €	HT/an
<b>TOTAL ORNAISONS - toutes les ZAE-FONCTIONNEMENT (euros TTC)</b>				<b>29 646,00 €</b>		1 647,00 €	TTC/an
<b>TOTAL ORNAISONS - toutes les ZAE-FONCTIONNEMENT (euros net du FCTVA)</b>				<b>24 782,87 €</b>		1 376,83 €	Net du FCTVA/an

<b>CALCUL DE LA CT 2023 -ZAE- article 1609 nonies C du CGI</b>	
renouvellement FCTVA déduit/an ( coût initial)	11 260,38 €
frais financiers sur (renouvellement -FCTVA) sur 18 ans à taux fixe annuel 4,1% ( TF marge comprise Orfeor oct 23)	4 385,92 €
fonctionnement net du FCTVA/an ( entretien)	1 376,83 €
frais de structure /an ( dépenses non liées à l'équipement)	0,00€
<b>charge transférée ORNAISONS /an</b>	<b>17 023,13 €</b>

Avec frais financiers reconstitués sur la base :

-d'un capital sur (renouvellement selon la méthode des ratios FCTVA déduit)  
= 202 687€,

-taux fixe annuel à 4,10 % marge bancaire incluse ( cf note orfeor octobre 23)

-sur une durée de 18 ans

Frais financiers moyennés s'élevant à ( 78 946,60€ / 18 ans = 6 578,88€)  
reconstitués selon le tableau d'amortissement suivant :

Date	Tirage	Encours	Amortissement	Intérêts	Échéance	Taux
18/10/2023	202 687,00	202 687,00	0,00	0,00	0,00	4,10
18/10/2024	0,00	191 426,61	11 260,39	8 310,17	19 570,56	4,10
18/10/2025	0,00	180 166,22	11 260,39	7 848,49	19 108,88	4,10
18/10/2026	0,00	168 905,83	11 260,39	7 386,82	18 647,21	4,10
18/10/2027	0,00	157 645,44	11 260,39	6 925,14	18 185,53	4,10
18/10/2028	0,00	146 385,05	11 260,39	6 463,46	17 723,85	4,10
18/10/2029	0,00	135 124,66	11 260,39	6 001,79	17 262,18	4,10
18/10/2030	0,00	123 864,27	11 260,39	5 540,11	16 800,50	4,10
18/10/2031	0,00	112 603,88	11 260,39	5 078,44	16 338,83	4,10
18/10/2032	0,00	101 343,49	11 260,39	4 616,76	15 877,15	4,10
18/10/2033	0,00	90 083,10	11 260,39	4 155,08	15 415,47	4,10
18/10/2034	0,00	78 822,71	11 260,39	3 693,41	14 953,80	4,10
18/10/2035	0,00	67 562,32	11 260,39	3 231,73	14 492,12	4,10
18/10/2036	0,00	56 301,93	11 260,39	2 770,06	14 030,45	4,10
18/10/2037	0,00	45 041,54	11 260,39	2 308,38	13 568,77	4,10
18/10/2038	0,00	33 781,15	11 260,39	1 846,70	13 107,09	4,10
18/10/2039	0,00	22 520,76	11 260,39	1 385,03	12 645,42	4,10
18/10/2040	0,00	11 260,37	11 260,39	923,35	12 183,74	4,10
18/10/2041	0,00	0,00	11 260,37	461,68	11 722,05	4,10
<b>Total</b>	<b>202 687,00</b>		<b>202 687,00</b>	<b>78 946,60</b>	<b>281 633,60</b>	

### 3-3 Concernant la commune de Canet d'Aude :

CANET							
Renouvellement							
	Unité	Qté	PU	PT			
Voirie dégradée	m²	1790	69,00 €	123 510,00 €			
Voirie état moyen	m²	0	42,00 €	0,00 €			
Voirie bon état	m²	321	35,00 €	11 235,00 €			
Trottoir	m²	0	35,00 €	0,00 €			
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros HT)</b>				<b>134 745,00 €</b>		7 485,83 €	HT/an
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros TTC)</b>				<b>161 694,00 €</b>		8 983,00 €	TTC/an
<b>TOTAL RENOUVELLEMENT (euros NET du FCTVA)</b>				<b>135 169,72 €</b>		7 509,43 €	€ Net du FCTVA
Fonctionnement							
	Unité	Qté	PU	PT			
Voirie	m²	2111	9,00 €	18 999,00 €			
Trottoir	m²	0	0,90 €	0,00 €			
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros HT)</b>				<b>18 999,00 €</b>		1 055,50 €	HT/an
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros TTC)</b>				<b>22 798,80 €</b>		1 266,60 €	TTC/an
<b>Total FONCTIONNEMENT (euros NET du FCTVA)</b>				<b>19 058,88 €</b>		1 058,83 €	Net du FCTVA/an
<b>TOTAL CANET (euros HT)</b>				<b>153 744,00 €</b>		8 541,33 €	HT/an
<b>TOTAL CANET (euros TTC)</b>				<b>184 492,80 €</b>		10 249,60 €	TTC/an
<b>TOTAL CANET (euros net du FCTVA)</b>				<b>154 228,60 €</b>		8 568,26 €	Net du FCTVA/an

CALCUL DE LA CT 2023 -ZAE- article 1609 nonies C du CGI	
renouvellement FCTVA déduit/an ( coût initial)	7 509,43 €
frais financiers sur (renouvellement -FCTVA) sur 18 ans à taux fixe annuel 4,1% ( TF marge comprise Orfeor oct 23)	2 924,93 €
fonctionnement net du FCTVA/an ( entretien)	1 058,83 €
frais de structure /an ( dépenses non liées à l'équipement)	0,00 €
<b>charge transférée CANET /an</b>	<b>11 493,19 €</b>

Avec frais financiers reconstitués sur la base :

- d'un capital sur (renouvellement selon la méthode des ratios FCTVA déduit) =135 170 €,
- taux fixe annuel à 4,10 % marge bancaire incluse ( cf note orfeor octobre 23)
- sur une durée de 18 ans.

Frais financiers moyennés s'élevant à ( 52 648,74 € / 18 ans = 2 924,93€) reconstitués selon le tableau d'amortissement suivant :



Date	Tirage	Encours	Amortissement	Intérêts	Échéance	Taux
18/10/2023	135 170,00	135 170,00	0,00	0,00	0,00	4,10
18/10/2024	0,00	127 660,56	7 509,44	5 541,97	13 051,41	4,10
18/10/2025	0,00	120 151,12	7 509,44	5 234,08	12 743,52	4,10
18/10/2026	0,00	112 641,68	7 509,44	4 926,20	12 435,64	4,10
18/10/2027	0,00	105 132,24	7 509,44	4 618,31	12 127,75	4,10
18/10/2028	0,00	97 622,80	7 509,44	4 310,42	11 819,86	4,10
18/10/2029	0,00	90 113,36	7 509,44	4 002,53	11 511,97	4,10
18/10/2030	0,00	82 603,92	7 509,44	3 694,65	11 204,09	4,10
18/10/2031	0,00	75 094,48	7 509,44	3 386,76	10 896,20	4,10
18/10/2032	0,00	67 585,04	7 509,44	3 078,87	10 588,31	4,10
18/10/2033	0,00	60 075,60	7 509,44	2 770,99	10 280,43	4,10
18/10/2034	0,00	52 566,16	7 509,44	2 463,10	9 972,54	4,10
18/10/2035	0,00	45 056,72	7 509,44	2 155,21	9 664,65	4,10
18/10/2036	0,00	37 547,28	7 509,44	1 847,33	9 356,77	4,10
18/10/2037	0,00	30 037,84	7 509,44	1 539,44	9 048,88	4,10
18/10/2038	0,00	22 528,40	7 509,44	1 231,55	8 740,99	4,10
18/10/2039	0,00	15 018,96	7 509,44	923,66	8 433,10	4,10
18/10/2040	0,00	7 509,52	7 509,44	615,78	8 125,22	4,10
18/10/2041	0,00	0,00	7 509,52	307,89	7 817,41	4,10
<b>Total</b>	<b>135 170,00</b>		<b>135 170,00</b>	<b>52 648,74</b>	<b>187 818,74</b>	

## IV.liste des annexes

Annexe 1 : liste des opérations foncières à régulariser-commune de Lézignan-Corbières.

Annexe 2 : liste des opérations foncières à régulariser-commune d'Ornaisons.

Annexe 3 : liste des opérations foncières à régulariser-commune de Canet d'Aude.

Annexe 4 : diagnostic technico-financier du bureau d'études GAXIEU.

Ces annexes ont été remises à chacune des communes concernées.